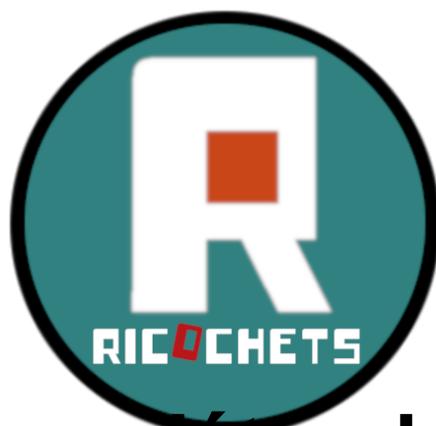


<https://ricochets.cc/La-greve-s-etend-mais-toujours-pas-les-objectifs-ni-les-revendications.html>



La grève s'étend ...mais toujours pas les objectifs ni les revendications

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 13 octobre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La colère accumulée se saisit de l'inflation et de l'atteinte au droit de grève pour s'exprimer plus largement.

Pourtant, les objectifs restent toujours limités aux augmentations de salaires, aux conditions de travail, aux résistances aux destructions accrues des retraites et des allocations chômage. Ni les partis de gauche ni les syndiqués ne portent une remise en cause radicale du système en place ([voir mes remarques](#)).



La grève s'étend ...mais toujours pas les objectifs ni les revendications La grève pour de meilleures chaînes se propage

©LA GRÈVE POUR LES SALAIRES S'ÉTEND

Alors que la pénurie de carburant prend de l'ampleur en France, après quatre semaines de grèves dans plusieurs raffineries, le mouvement social pour la hausse des salaires s'étend après les menaces de réquisition du gouvernement macron.

4Dans le secteur du pétrole, les travailleurs de plusieurs stations essence du réseau Argedis, filiale du groupe Total, ont annoncé rejoindre le mouvement à partir de mardi. Et ce mercredi, la raffinerie de Donges, l'une des plus grosses de France, est en grève à 80% suite aux annonces de réquisition.

4Dans le nucléaire, la maintenance de cinq réacteurs nucléaires est actuellement à l'arrêt. Le syndicat à l'origine du mouvement indique soutenir la grève en cours chez les salariés des raffineries. La centrale du Bugey dans l'Ain et de Gravelines dans le Nord sont notamment concernées. Les travailleurs adressent un message de soutien aux grévistes des raffineries et dépôts de carburant. Ça va être tout noir.

4À Rennes, des salariés de l'usine automobile Stellantis - anciennement PSA - ont à nouveau débrayé, ce mardi 11 octobre. Ils réclament toujours une augmentation des salaires. Deux débrayages avaient déjà eu lieu les mardi 27 et mercredi 28 septembre.

4À Toulouse, des salariés du sous-traitant aéronautique Daher sont entrés en grève ce matin pour exiger 10% d'augmentation de salaires et une prime de 1000Euros.

4Les dockers du port de Marseille soutiennent la lutte des raffineurs. Dans un appel, les dockers exigent « la satisfaction totale des revendications » dans les raffineries, tout en prévenant l'État et le patron d'Exxon qu'il seraient « solidaires et réactifs » si des réquisitions avaient lieu. Au Havre, la CGT a publié appelant « toute ses bases, tous ses militants » à venir directement sur le piquet de grève pour montrer leur soutien aux grévistes d'Exxon.

4Le théâtre de l'Odéon à Paris est paralysé par une grève depuis dix jours. Sur fond d'inflation, les travailleurs et

travailleuses exigent une augmentation de 7 % pour l'ensemble des 120 salariés. Face à la surdité de la direction, la grève est reconduite.

4Le Centre d'action sociale de Paris est aussi en grève pour exiger un salaire décent.

4Et à la SNCF ? Le syndicaliste cheminot Anasse Kazib indique ce mercredi matin : « Nous étions en tournée cette nuit sur plusieurs chantiers SNCF et ça discute de partir en grève avec les raffineurs, notamment avec l'annonce des réquisitions, qui a créé beaucoup de colère chez nous. Croisons les doigts pour que les cheminots entrent dans la bagarre rapidement ».

Vers une généralisation du conflit ? En tout cas la colère est partout, et la grève commence à s'étendre à certains secteurs. Si elle se généralise, elle pèsera enfin dans le rapport de force face à un gouvernement de combat décidé à nous faire mal. Et si la grève est difficile, par exemple si vous êtes précaire ou chômeur, des blocage de flux sont toujours possibles ...

(post de Contre Attaque)

« Dialogue social » : imposer le monologue bourgeois

► [« Dialogue social » : imposer le monologue bourgeois](#)

Dialogue social : Ensemble des démarches menées à l'échelle de l'État, des collectivités ou des entreprises visant à mettre en scène une discussion ouverte et permanente entre secteurs de la société, y compris entre les personnes qui ont des intérêts divergents. Ce faisant, les artifices du dialogue social renvoient le conflit à quelque chose de négatif et de répréhensible, tandis que le « dialogue » est valorisé, même s'il est inégalitaire, inefficace et vain. **Les gouvernements néolibéraux et les entreprises les plus socialement régressives se sont faites les chantres du « dialogue social », pour aboutir au paradoxe suivant : plus on dialogue, plus ils décident.** Il n'empêche que le dialogue social est l'alibi ultime de l'ordre dominant, celui qui permet à ses partisans d'affirmer que tout reste ouvert, tout est sujet à consultations et à grands débats, et qu'il n'y a donc pas matière à s'énerver.

(...)

Le dialogue social est le simulacre de démocratie qui donne son supplément d'âme à l'autoritarisme bourgeois, la comédie qu'il nous rejoue à intervalles réguliers pour éviter le conflit. Cette comédie a des acteurs, un script, une chute (toujours la même) et des coulisses.

(...)

Que cela soit au plan national comme local ou dans les entreprises, des mécanismes bien rodés de gestion de la colère sociale ont été mis au point pour faire avaler la financiarisation de l'économie et les brutales « réformes » liées à la logique néolibérale. De telle sorte qu'il est possible de distinguer un scénario préconçu, une tactique de liquidation du débat tout en lui donnant une apparence démocratique, qui se répète systématiquement.

Face à la colère et à la défiance, « nos portes sont grandes ouvertes », ne cessent de répéter gouvernements et directions d'entreprise. Parler, échanger, dialoguer : tout est possible. Ainsi, il n'est pas une loi néolibérale qui ne passe pas par un intense processus de concertation des « partenaires sociaux ».

Ce terme désormais consacré dans le discours managérial et la politique est lui-même porteur de négation des divergences d'intérêt entre salariés d'un côté et patronat et actionnaires de l'autre. « Partenaires » de fait, ils n'ont a priori pas intérêt au conflit, puisqu'ils veulent la même chose : la réussite de l'entreprise. Cette vision de l'entreprise comme un lieu de concorde n'a rien de novateur. Elle a connu son heure de gloire sous le gouvernement du maréchal Pétain, qui avait instauré le 1er mai, journée de commémoration importante du mouvement ouvrier, hommage à des ouvriers tués par la police aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, comme « fête du Travail et de la Concorde sociale ». L'idée forte portée par Pétain et ses sbires était d'affirmer, contre le mouvement ouvrier, que l'entreprise était un lieu d'intérêts convergents, où la hiérarchie devait être acceptée et valorisée.

Chacun accepte librement un lien libre de subordination. Par conséquent, pourquoi s'énerver ?

Le « dialogue social » est la version contemporaine de cette « concorde sociale ». Pour le ministre du Travail « socialiste » François Rebsamen, concepteur de la loi du même nom qui a développé les marges de manoeuvre des employeurs en matière de négociation en entreprise (en dérogation au Code du travail), « le contrat de travail n'impose pas toujours un rapport de subordination entre employeur et salarié : il est signé par deux personnes libres qui s'engagent mutuellement ». Dans cette déclaration faite au Sénat en mars 2015, il consacrait la vision patronale du travail, contre laquelle précisément le Code du travail avait été édifié, prenant acte d'une inégalité de fait entre l'employeur et le salarié : **chacun vient librement, et accepte librement un lien libre de subordination. Par conséquent, pourquoi s'énerver ?** Hélas, il y en a toujours qui s'énervent. Ceux-là, on les appelle les syndicats radicaux ou extrémistes. C'est la CGT, Solidaires, et tous les gens qui ne sont pas « ouverts au dialogue » et aiment manifester pour un oui ou pour un non. Mais heureusement, à côté d'eux, il y a les syndicats « réformistes », qui sont « pragmatiques », « prêts à discuter » et toujours de bonne volonté pour « dialoguer ». C'est le cas de la CFDT, de la CFTC et de l'UNSA.

(...)

Leur leçon de paix sociale ne s'arrête pas là, et le truc suivant a cours dans moult entreprises : « Lorsque c'est possible, il faut toujours chercher à traiter individuellement le cas des meneurs », enseigne un consultant. Un exemple est donné par son collègue : « [Les "meneurs" étaient] des jeunes, peu diplômés et sans perspective d'évolution professionnelle. Eh bien, après une grève, le DRH leur a proposé à chacun de partir dans d'autres entreprises du groupe, avec la perspective de voyager à travers le monde pendant plusieurs années, de se qualifier et d'avoir des possibilités d'évolution. » Malin. L'art managérial de gérer le conflit est résumé en une phrase au cours de la même formation : « **Un bon délégué du personnel, il va chercher à faire du collectif à partir d'un problème individuel. Un bon DRH, ça fait l'inverse !** » Les gouvernements successifs, et en particulier ceux de l'ère Macron, ont fait leur cette devise. **Plutôt que de discuter avec des collectifs, ils cherchent de plus en plus à s'adresser aux individus.** Chaque loi est désormais précédée d'une « grande phase de consultation » qui se réalise sur une plateforme, où chaque citoyen se voit invité - en tant que citoyen (et non en tant que salarié, que syndicaliste...) - à venir déposer ses petites doléances personnelles.

(...)

Car le dialogue social, y compris dans ses versions les plus individualisées, n'est bien qu'une grande farce, dont ceux qui dominent le rapport de forces feront ce qu'ils veulent, et que les dominés peuvent difficilement refuser sous peine de se voir taxés de colériques fermés au dialogue.

(...)

En rupture avec cette routine rassurante, le mouvement des Gilets jaunes fut une période traumatisante pour la bourgeoisie française parce qu'elle se trouvait pour la première fois depuis des décennies face à une force anonyme, incontrôlable et surtout rétive à négocier - le moindre de ses leaders qui se rendait à des réunions de « dialogue social » à Matignon était conspué sur les réseaux sociaux. Les tentatives pour y parvenir se sont heurtées aux désirs des représentants Gilets jaunes de filmer en direct leurs échanges, totalement à rebours des pratiques managériales de discussion opaques et bilatérales « entre partenaires sociaux ».

Il a donc fallu déployer d'intenses moyens de propagande pour mettre en oeuvre le « Grand Débat national », sorte d'ultime tentative pour calmer le pays à coups de « dialogue social ». Il s'est agi en réalité de shows qui n'auraient pas déplu à des nostalgiques des régimes soviétiques. Le simulacre de débat poussé à son paroxysme n'a pas choqué la presse qui a salué le caractère courageux et innovant du procédé. Une cinquantaine d'intellectuels, chercheurs, économistes, se sont prêtés au jeu et sont venus « débattre » avec le président, deux minutes chacun pour poser une question, des heures pour écouter le grand dialogueur leur répondre. Pour un résultat... inexistant.

(...)

GREVE ILLIMITEE POUR LES SALAIRES A LA

CENTRALE NUCLEAIRE DE TRICASTIN

La grève a commencé le 6 octobre et continue ce 12 octobre

Les grèves dans les centrales nucléaires continuent ou reprennent : Tricastin, Cruas, Bugey, Cattenom, Gravelines...

APPEL A LA GREVE A LA RATP AUX COTÉS DES RAFFINEURS

Solidaires RATP appelle les agents de la RATP à entrer en grève aux côtés des raffineurs et à bloquer le réseau RATP

(posts de Jacques Chastaing)

- ▶ NOTE : [Beaucoup de réacteurs nucléaires en travaux/révision ne pourront donc pas être remis en route à temps](#) pour cet hiver comme l'escomptait le gouvernement...



La grève s'étend ...mais toujours pas les objectifs ni les revendications Quand le « dialogue » social échoue à enfumer et pacifier, la flicaille intervient

% C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT GENERALISER LES GREVES !

CHACUN POUR TOUS, TOUS POUR CHACUN !

L'annonce de la réquisition - illégale - des travailleurs des raffineries Exxon Mobil et dépôts Exxon Mobil et la menace de réquisition contre les travailleurs en grève de Total a eu l'effet d'une bombe.

Depuis hier, les motions de soutiens et appel à la solidarité se multiplient. A noter que la CGT de la CIM, plus gros dépôt de France et situé au Havre et qui alimente notamment les aéroports parisiens (Orly, Roissy), a annoncé qu'elle rentrera en grève en cas de réquisition.

>>> Et, surtout, l'idée d'une généralisation des grèves « tous ensemble et en même temps » fait son chemin.

Comme l'expliquait déjà la Fédération nationale des Industries chimiques CGT, « la meilleure des »solidarités« c'est d'abord élargir l'assise et l'ampleur des grèves dans toutes nos entreprises, dans d'autres professions et d'autres secteurs économiques ».

>>> Généraliser les grèves, c'est soutenir les raffineurs, c'est se soutenir soit même en amenant le rapport de force au niveau supérieur.

Oui, nous avons une fenêtre de tir : la grève nationale des raffineries et de la pétrochimie à l'appel de la CGT est une locomotive et doit faire tâche d'huile. **Il y a là une occasion historique de déployer un rapport de force plus puissant encore que la grève contre les réforme des retraites de décembre 2019.**

Certaines structures de la CGT, notamment la fédération CGT Commerce et Services, ont pris leurs responsabilités en appelant, avant même l'annonce des réquisitions, à la généralisation des grèves. « La fédération CGT Commerce et Services appelle l'ensemble des salarié.es de ses champs professionnels à entrer en grève dès à présent pour obtenir dans leurs entreprises, dans leur groupes, dans leurs branches, une augmentation générale des salaires. »

« C'est en ralliant nos forces, en pénalisant l'économie là où nous le pouvons, par le biais des mouvements et blocages soutenus dans les commerces, les entrepôts, dans les services, que nous ferons plier le Patronat dans son ensemble. Cette lutte pour les salaires, et une action commune et transverse, c'est le moment de coordonner nos combats pour obtenir gain de cause. », ajoute encore la CGT Commerce et Services.

>>> Le chemin est tracé, à nous de l'emprunter, « tous ensemble et en même temps » pour gagner l'augmentation générale des salaires, pensions et allocations, rétablir l'échelle mobile des salaires (indexés sur l'inflation) pour tous les travailleurs, faire reculer le gouvernement sur ses réformes des retraites et de l'Assurance-chômage .

#GreveGenerale

(post de Unité CGT)

Remarques persos : les fonctionnements institutionnels sont une impasse.

- ▶ Les actuels partis politiques de gauche, qui sont-seraient sensés s'occuper des questions de fond, porter des remises en cause radicales du système techno-capitaliste et productiviste (et porter aussi la démocratie directe et la critique de l'Etat) ne le font pas, et de toute façon ont échoué deux fois de suite à prendre le pouvoir national. Et puis ces partis sont très impuissants dans les institutions, ils y sont soumis aux diktats de l'Etat et du capitalisme.
- ▶ Tandis que les travailleurs et syndiqués, qui eux, par la grève forte et les blocages, ont un véritable pouvoir d'impulser des changements profonds, se contentent de sujets catégoriels, des problèmes de salaires, de conditions de travail, de résistances (à reculons) aux destructions des conquies sociaux. Ils restent ainsi dans le cadre qui les tuent et évitent toute remise en cause de fond du système en place.

Donc on tourne en rond, on patine, la gauche politique et les syndicats majoritaires ne peuvent qu'échouer vu qu'ils ne portent pas la critique et l'action vers une remise en cause radicale.

- ▶ Pour des développements [voir article précédent et les autres articles cités](#)

Certains vont peut-être dire que si les grévistes obtiennent de vrais améliorations cette fois-ci, ils seront galvanisés et pourront ensuite porter des objectifs radicaux.

Je n'y crois guère, ils retourneront juste travailler pour payer leurs crédits et vivre selon le modèle en vigueur, comme presque tout le monde. Les nombreuses obtentions d'augmentations de salaires de ces derniers mois suite à des grèves ne semblent pas avoir déclencher une envie de contestation sur le fond. Mais il est vrai qu'une victoire donne confiance et renforce le goût de la lutte collective.

Si la motivation « révolutionnaire » n'est pas présente au départ, je ne vois pas comment elle pourrait émerger suite à une victoire concernant les revendications réformistes de hausse de salaire ou autre.

C'est plutôt si les revendications actuelles ne sont pas satisfaites que le ras le bol pourrait se transformer en quelque chose de plus radical, une envie de faire tomber le système en place.

Quand les tensions sociales se font plus vives, patrons et Etat préfèrent lâcher un peu de lest

C'est pourquoi, quand les tensions sociales se font plus vives, patrons et Etat préfèrent lâcher un peu de lest, car ils perdent moins à lâcher quelques miettes suffisantes à contenter les visées réformistes qu'à rester totalement intransigeants au risque de susciter des visées révolutionnaires et radicales qui pourraient leur faire tout perdre.

Là où la situation deviendra plus explosive, c'est quand l'Etat et le système capitaliste, pris jusqu'au cou dans les graves crises économiques et climatiques mêlées, **ne pourront plus** lâcher des miettes suffisamment grosses à même de calmer les visées réformistes ni de « réparer » les dégâts écologiques et sociaux produits en chaîne et de manière croissante par la civilisation industrielle.

Cette situation se rapproche dans de nombreux pays...